

Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel 1997



Annual report export of
military goods from Canada

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029340 8

Exportation de marchandises militaires du Canada

Rapport annuel 1997

Novembre 1998

Direction des contrôles à l'exportation

Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Internet : http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/epd_homf.htm

exportations

Table des matières

Avant-propos 1

Politique de sécurité et contrôle des armements

Politique de contrôle des exportations et mise en application

Statistiques sur les exportations militaires

Rapport annuel de 1997

Notes sur la méthodologie 8

Tableaux et graphiques 9

Tableau 1 : Exportations de marchandises militaires selon la destination, l'organisme de sécurité et le revenu

Graphique 1 : Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination

Tableau 2 : Exportations de marchandises militaires par destination

Tableau 3 : Exportations de marchandises militaires par catégorie de composants

Tableau 4 : Exportations de marchandises militaires par numéro d'article de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée

Annexes 30

Annexe 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDAA

Annexe 2 : Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar

Annexe 3 : Description de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée — Groupe 2 (matériel de guerre)

Avant-propos

Politique de sécurité et contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada. En fait, elle constitue l'un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement de 1995, *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». C'est pourquoi le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et mondial.

Le Canada a pour politique de reconnaître le droit de toutes les nations de satisfaire leurs besoins légitimes de défense. Ce droit est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations unies. Il estime par contre que le surarmement peut avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Le Canada travaille activement à promouvoir une transparence plus grande du commerce des armes classiques. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) publie le présent Rapport annuel sur l'exportation de marchandises militaires du Canada depuis huit ans, soit depuis 1990. Depuis le début, nous nous sommes efforcés d'améliorer le contenu de ce rapport dans son ensemble. De fait, avec le rapport déposé en 1996, nous avons réussi à accroître le niveau de détail et à faire davantage montre de transparence concernant les divers types de marchandises que le Canada exporte. Nous espérons que cela constituera pour les autres pays un exemple à suivre.

Un des pivots des efforts internationaux pour favoriser une transparence et une responsabilité accrues en ce qui a trait au commerce des armes classiques est l'Entente de Wassenaar, entente conclue par un groupe de pays, formé en 1996, qui cherche à assurer la sécurité et la paix régionales et internationales en prévenant les accumulations déstabilisatrices d'armes classiques et de matériel à double usage. Le Canada est l'un des membres fondateurs de ce groupe qui compte actuellement 33 pays.

Le Canada a milité en faveur de la création du Registre des armes classiques des Nations unies en 1991 et a été parmi les premiers pays à y contribuer. Nous avons soutenu son expansion continue par notre participation aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des Nations unies convoqué par le Secrétaire général en 1994 et en 1997. Dans le Registre des Nations unies est consignée de l'information sur les importations et les exportations de sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Plus de 90 pays versent maintenant chaque année de l'information au Registre et quelque 70 parmi eux le font de façon systématique. Au nombre de ces pays, on compte tous les principaux exportateurs d'armements et la plupart des principaux importateurs. La plupart des régions géographiques y sont

représentées. Couvrant plus de 90 p. 100 du commerce international des principales armes classiques, le Registre est aujourd'hui une source d'information importante et pertinente.

En tout, 138 pays ont fait parvenir des données pour au moins une année. Le Canada compte au nombre des pays qui communiquent aussi volontairement des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires de produits nationaux. Ces données sont en sus du minimum exigé par les Nations unies. Par l'entremise du Groupe d'experts, le Canada s'efforce de renforcer le rôle du Registre en incitant les autres pays à transmettre eux aussi ces données, et à améliorer à d'autres égards leur contribution en s'assurant que les données fournies sont exactes, complètes et accompagnées de tout autre renseignement de base pertinent.

En plus d'avoir cherché aux Nations unies à améliorer et à enrichir le Registre, le Canada a joué un rôle de premier plan en stimulant le dialogue parmi les organisations régionales sur les données versées au Registre. Nous espérons que ces discussions feront connaître les raisons sous-jacentes aux achats d'armes militaires, accroîtront la confiance et favoriseront une diminution des dépenses consacrées aux armements. Nous avons obtenu beaucoup de succès à cet égard au sein de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Un tel dialogue pourrait aussi déboucher sur la création de registres régionaux répondant aux préoccupations et aux conditions spécifiques à chaque région. Le Canada a en outre joué un rôle important dans l'élaboration, en 1996, d'un ensemble de lignes directrices des Nations unies concernant les transferts internationaux d'armes et a également approuvé les principes régissant les transferts d'armes conventionnelles de 1993 de l'OSCE. Le Canada donne aussi son accord au nouveau Code de conduite en matière d'exportations d'armes de l'Union européenne.

Le problème que soulève certaines catégories d'armes, comme les mines terrestres et les armes légères, fait aussi partie du défi de la gestion des armes classiques. Quant à la question des mines terrestres, le Canada peut se réjouir de la conclusion de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction à la Conférence d'Ottawa qui s'est tenue du 2 au 4 décembre 1997. Jusqu'ici, 133 États ont signé la Convention. Quarante-huit États l'ayant maintenant ratifiée, la Convention aura force de loi internationale le 1^{er} mars 1999. Le Canada a, en outre, ratifié les protocoles II et IV de la convention internationale qui réglemente l'utilisation des mines terrestres et d'autres armes inhumaines — la Convention sur certaines armes classiques. Cet instrument demeure important, surtout pour les pays qui ne désirent pas encore signer le Traité d'Ottawa.

Le Canada, en collaboration avec des partenaires de même opinion, cherche des moyens de freiner la prolifération des armes légères qui, dans un grand nombre de pays en développement, nuisent aux efforts déployés dans les domaines de la sécurité et du développement, en plus de causer de la souffrance humaine. Nous reconnaissons que

la gestion des accumulations excessives d'armes légères est un problème complexe qui nécessite une approche coordonnée et concertée sur plusieurs plans et dans le cadre d'un certain nombre de tribunes.

Le Canada a joué un rôle actif au sein de nombreuses tribunes dont les Nations unies, l'OEA et le P-8 (groupe de huit pays qui participent à une discussion politique lors du Sommet économique annuel) pour promouvoir des initiatives internationales visant à régler certains aspects de ce problème. Le Canada a signé la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes de l'OEA le 3 novembre 1997, et étudie des mesures prises dans d'autres tribunes comme la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale des Nations unies. Outre ces efforts, qui visent à contrôler l'approvisionnement en armes légères, le Canada appuie la réalisation de projets pratiques sur place pour l'élimination de ces armes dans des régions en conflit et examine des façons de promouvoir le désarmement, la démobilisation et la réinsertion dans la société des anciens combattants au lendemain de la signature d'un accord de paix.

Le Canada a aussi participé activement aux efforts visant à endiguer la prolifération des armes de destruction massive, par exemple, en favorisant la reconduction indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et en s'efforçant de persuader d'autres pays de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ayant ratifié la Convention sur les armes chimiques en septembre 1995, le Canada a maintenant institué une Autorité nationale au MAECI qui servira de centre de liaison avec le secrétariat international de la Convention à La Haye. Nous cherchons également à renforcer les dispositions d'application de la Convention sur les armes biologiques et à toxines. Conformément à l'engagement du Canada d'assurer un commerce responsable de biens et de technologies qui pourraient être utilisés à mauvais escient pour mettre au point des armes de destruction massive, nous participons depuis longtemps à plusieurs accords intergouvernementaux axés sur la coordination et l'échange d'information sur les exportations de technologies connexes, dont le Groupe de l'Australie, le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, le Groupe des États fournisseurs de produits nucléaires et le Comité Zangger. Pour démontrer qu'il déplore les graves conséquences pour la non-prolifération et le désarmement à l'échelle mondiale, de même que pour la sécurité nationale, qu'entraînent les essais nucléaires effectués par l'Inde et le Pakistan en mai et en juin 1998, le Canada a pris un certain nombre de mesures, dont celle d'interdire les exportations militaires vers ces pays.

Politique de contrôle des exportations et mise en application

Le contrôle des exportations de nos propres marchandises et technologies militaires est un complément important des efforts plus vastes du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. Le Canada tire sa définition de « marchandise militaire », comme il est tenu de le faire, de la Liste internationale de matériel de guerre, dressée et tenue à jour par l'entremise de l'Entente de Wassenaar à laquelle il est partie. Le Canada a adopté cette liste comme sa liste de contrôle officielle, contenue dans la législation canadienne dans la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC) en tant que Groupe 2 (matériel de guerre). Elle englobe les marchandises « spécialement conçues ou adaptées à des fins militaires ». La liste de Wassenaar (et par extension, celle du Canada), ne contient pas les biens civils pouvant être vendus à des fins d'utilisation militaire (par exemple, des machines à écrire ou des aéronefs civils), mais la liste du Canada contient les types de produits stratégiquement importants du Groupe 1 de la LMEC (marchandises à double usage) et qui ont le potentiel d'accroître la capacité militaire. Des licences sont requises pour l'exportation de tous les biens satisfaisant à la définition de Wassenaar (comme un pistolet de compétition, un fusil de chasse ou une radio renforcée) peu importe que l'utilisateur final soit un militaire ou un membre du gouvernement, ou non.

En vertu des lignes directrices actuelles sur la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

- ◆ qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- ◆ qui sont engagés dans des hostilités ou qui risquent sous peu de l'être;
- ◆ qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations unies;
- ◆ où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable que les marchandises puissent être utilisées contre la population civile.

Il faut détenir une licence pour exporter des marchandises et des technologies militaires vers toutes les destinations, sauf vers les États-Unis. Toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies militaires jugées offensives vers des pays qui ne sont pas des alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays déterminés de même orientation, sont soumises à l'approbation du ministre des Affaires étrangères. Dans le cas de marchandises et de technologies militaires non offensives, le Ministre est également consulté si l'une des situations mentionnées plus haut s'applique. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du Ministre, cependant, des consultations intensives ont lieu au sein du MAECI (entre spécialistes des droits de la personne, de la défense et de

l'industrie), avec le ministère de la Défense nationale, avec Industrie Canada et, au besoin, avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux. On y examine les derniers renseignements et les meilleurs avis donnés sur les relations industrielles et en matière de défense du Canada avec le pays destinataire, de même que la paix et la stabilité dans la région, et notamment les conflits civils, ainsi que la situation au plan des droits de la personne, dont les tendances qui se dessinent (c.-à-d. si la situation montre des signes d'amélioration, ou si elle se détériore). On accorde une attention particulière à la documentation pour s'assurer que les marchandises sont véritablement expédiées à l'utilisateur final légitime et qu'elles n'aboutiront pas entre de mauvaises mains.

Le Canada contrôle rigoureusement les exportations d'armes à feu, particulièrement les armes automatiques et les armes d'assaut. Ces armes peuvent uniquement faire l'objet d'exportations de gouvernement à gouvernement à un petit groupe de 13 pays avec lesquels le Canada a conclu des accords intergouvernementaux de défense, de recherche, de développement et de fabrication. Ces pays, qui composent la Liste des pays désignés (armes automatiques) ou LPDAA, figurent à l'annexe 1.

La vaste majorité des applications qui comportent l'utilisation d'armes à feu ne font pas appel à de telles armes militaires modernes, mais plutôt à des armes à feu qui sont uniquement contrôlées parce qu'elles satisfont à la définition de Wassenaar, et qui sont en fait utilisées pour des fins sportives (comme la chasse et le tir sur cibles); ou qui sont des armes de la Première Guerre mondiale ou de la Seconde Guerre mondiale recherchées par des collectionneurs ou des amateurs. Toutes ces armes exigent une licence et, dans la plupart des pays, le Ministre est consulté. Comme bon nombre de ces exportations sont destinées à des particuliers, nous voulons être certains que les armes à feu canadiennes ne fassent pas l'objet d'un trafic illicite ou n'attisent le désordre ou la violence. Il est donc possible que nos ambassades à l'étranger et d'autres sources se renseignent sur l'utilisateur final de même que sur les lois et les procédures régissant le contrôle des armes à feu dans les pays destinataires. Nous ne voulons pas seulement connaître les protections offertes par les lois locales, mais aussi savoir si elles sont rigoureusement appliquées, et si ces exigences peuvent faire l'objet de corruption.

Tous les demandeurs de licences d'exportation d'armes à feu sont tenus de fournir une licence d'importation ou donner l'assurance que l'importation sera autorisée dans le pays destinataire. Cela permet de veiller à ce que les armes à feu ne sortent pas du Canada sans que l'on ait la garantie qu'elles seront autorisées à entrer dans le pays destinataire et que le destinataire sera effectivement autorisé à prendre possession de ces armes. Ce procédé respecte également l'esprit de la Convention de l'OEA sur les armes à feu et les explosifs.

Statistiques sur les exportations militaires

Dans les tableaux qui suivent, les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur leurs expéditions réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. Ces rapports indiquent le pays de destination, la valeur des marchandises et leur description. Les renseignements de la demande de permis originale, y compris l'identité des éventuels exportateur et destinataire, et les détails de la transaction sont de nature très délicate au niveau commercial et sont fournis confidentiellement au MAECI. Ils sont protégés pour garantir le respect des exigences en matière de rapport. Toutefois, l'an dernier, l'ensemble des exportateurs ont convenu que le rapport pourrait être étoffé pour décrire les utilisations et les types généraux de marchandises. Les entreprises se sont entendues pour dire qu'une plus grande transparence serait utile pour éliminer tout malentendu sur la nature de ces exportations.

Comme il est précisé ci-dessus, il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter vers les États-Unis des marchandises du Groupe 2. Il s'agit d'une politique de longue date qui découle de l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers ce pays et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport.

Certaines statistiques sur les exportations canadiennes destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elle peuvent toutefois englober des biens non militaires comme des rations alimentaires, des ordinateurs commerciaux, des matériaux de construction ou d'autres articles civils. Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'article de la LMEC, et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

Pour ce qui est des statistiques sur les échanges de marchandises militaires dans le monde, la norme reconnue à l'échelle internationale est le Registre des armes classiques des Nations unies. Celui-ci ne comprend que certains systèmes d'arme spécifiques. Il n'inclut pas la plupart des exportations canadiennes de marchandises militaires lesquelles sont composées surtout de pièces et composants ainsi que d'un vaste éventail de systèmes non létaux comme des systèmes de radar, des simulateurs de vol et des logiciels à usage militaire. Selon le Registre, le Canada occupe moins de 1 p. 100 du marché mondial des armes.

Rapport annuel de 1997

Comme il est indiqué ci-dessus, depuis le rapport annuel de 1996, le tableau 3 subdivise chacune des catégories de la LMEC en trois sous-catégories : systèmes d'armes complets, armes à feu et munitions; systèmes de soutien; pièces et composants. La catégorie des systèmes d'armes comprend des articles comme les véhicules blindés légers (VBL) ou les munitions d'artillerie ainsi que les armes à feu. La catégorie des systèmes de soutien englobe une grande diversité de matériel de soutien non légal comme des simulateurs, des bouées sonores, des radiodétecteurs et des radios. La dernière catégorie est formée des pièces et composants de rechange des deux autres catégories. De plus, une nouvelle colonne décrit sommairement la nature des marchandises.

Le tableau 1 répartit les exportations de marchandises militaires par destination, selon les catégories de sécurité et de revenu. Le tableau 2 présente une ventilation des exportations de marchandises militaires par destination et donne les chiffres pour 1996 à titre de comparaison. Le tableau 3 précise le type de marchandises militaires exportées dans chaque destination. Enfin, le tableau 4 donne la valeur globale des exportations dans le monde pour chaque catégorie de la LMEC. Les pays de l'OTAN et de la LPDAA figurent à l'annexe 1. L'annexe 2 contient la liste des membres actuels de l'Entente de Wassenaar. Les catégories de la LMEC dont il est question dans le présent rapport sont décrites à l'annexe 3.

Divers éléments du Rapport annuel de 1997 méritent une attention particulière. La valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à 304 millions de dollars en 1997, ce qui constitue une baisse considérable par rapport au chiffre corrigé (tenant compte des données reçues tardivement) de 465 millions de dollars en 1996. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de la majeure partie — 71,6 p. 100 cette année — des exportations de marchandises militaires du Canada. La valeur de 28,4 p. 100 dans le cas des autres pays, est sensiblement plus grande qu'en 1996, quoique ce pourcentage reflète en grande partie les effets d'une ou de deux grandes ventes.

Les exportations du Canada étant très modestes par rapport à celles du reste du monde dans un secteur où l'on vend des articles à très grande échelle, chaque transaction influe de façon disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations d'une année à l'autre reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un ou de deux grands contrats. Comme l'indique le tableau 2, les ventes à l'Arabie saoudite, à la Malaisie et à l'Australie ont respectivement diminué de 113, de 15 et de 11 millions de dollars, tandis que les ventes au Botswana ont augmenté de 13 millions de dollars et à la Thaïlande, d'environ 10 millions de dollars. Des ventes individuelles expliquent, dans une grande mesure, l'augmentation ou la baisse des exportations. Par conséquent, il convient de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.

Des fluctuations similaires peuvent être observées d'une année à l'autre en ce qui concerne les armes à feu. La valeur des exportations a sensiblement augmenté en 1995, quoiqu'elle ait diminué d'un tiers entre 1996 et 1997. Cela reflète encore une fois les ventes individuelles. Deux partenaires de l'OTAN se sont partagé la majeure partie des ventes; en fait, une seule destination est à l'origine de 20 des 23 millions de dollars de la valeur des exportations d'armes à feu en 1997.

Pour en savoir plus long sur les contrôles d'exportations de marchandises militaires et stratégiques, veuillez consulter notre site Web (www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/epd_homf.htm).

Notes sur la méthodologie

Les statistiques contenues dans ce huitième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des licences d'exportation et d'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants à noter en ce qui concerne les tableaux statistiques :

1. Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis. Celles-ci sont évaluées à environ la moitié des exportations canadiennes de marchandises et de technologies militaires.
2. La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, afin de pouvoir vérifier quelles marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) ont vraiment été expédiées, il a été demandé aux détenteurs de licences de présenter, à chaque trimestre, un rapport faisant état de leur utilisation de la licence. Ce rapport annuel repose sur cette information. Chaque permis devant faire l'objet de rapports par son détenteur, nous avons en main des données plus précises que par les années passées.
3. Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et contrôlée en vertu du Groupe 2 (matériel de guerre) de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC). Les descriptions des articles faisant partie de ce groupe ont été simplifiées et utilisent une terminologie accessible aux non-spécialistes afin d'en faciliter la lecture.
4. Les chiffres indiqués sont ceux que nous avons reçus au moment de la préparation du présent rapport. Nous tiendrons compte dans les rapports ultérieurs des données reçues après cette date. Par exemple, les totaux pour 1996 ont été modifiés de façon à tenir compte des renseignements supplémentaires reçus depuis la publication du rapport annuel de 1996.

Tableau 1
Exportations de marchandises militaires selon la destination,
l'organisme de sécurité et le revenu

Statistiques du 01/01/97 au 31/12/97

Destination*	Valeur des exportations (\$CAN)	
	1997	%
OTAN (sauf É.-U.) **	112 056 719	36,8
LPDAA (sauf l'OTAN et les É.-U.)	105 929 490	34,8
Autres pays	86 281 582	28,4
Total	304 267 791	100,0
Pays à revenus élevés ***		
(PNB par habitant de plus de 8 955 \$US)	82 306 562	28,1
Pays à revenus intermédiaires ***		
(PNB par habitant de 726 \$US à 8 955 \$US)	219 441 495	72,1
Pays à faibles revenus***		
(PNB par habitant inférieur à 725 \$US)	519 734	0,8
Total	304 267 791	100,0

* La liste des pays de l'OTAN et de la LPDAA est présentée à l'annexe 1.

** Aucune licence n'est requise pour les exportations de marchandises du Groupe 2 (matériel de guerre) aux États-Unis.

*** Statistiques et catégories tirées du Rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations unies pour le développement.

Graphique 1

Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination

Statistiques du 01/01/97 au 31/12/97

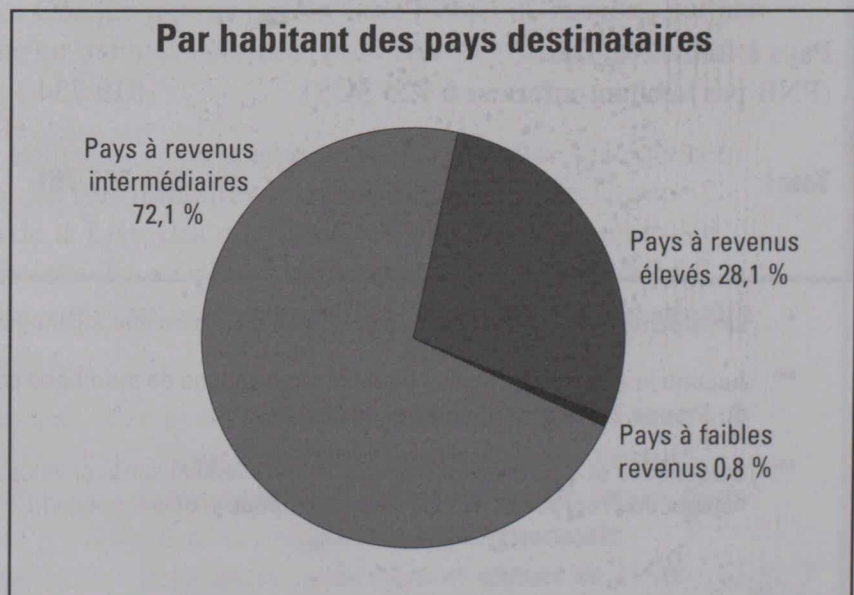
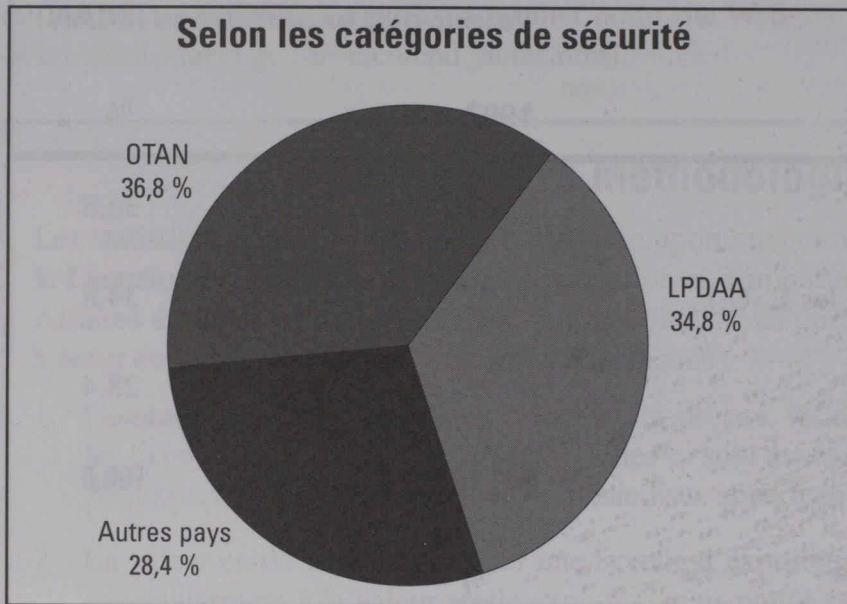


Tableau 2

Exportations de marchandises militaires par destination

Statistiques du 01/01/97 au 31/12/97

Destination	Valeur des exportations (\$CAN)	
	1996	1997
Afrique du Sud, République d'	180 123	525 580
Algérie	45 442	0
Allemagne	9 600 675	4 784 586
Andorre	2 694	7 492
Arabie saoudite	195 303 965	82 474 645
Argentine	9 598	54 966
Australie	31 545 720	20 776 219
Autriche	1 002 768	9 843
Bahreïn	25 928	1 755
Barbade	700	0
Belgique	4 377 008	6 663 202
Bermudes	50 000	0
Bolivie	79 908	0
Botswana	20 952 471	34 221 636
Brésil	1 437 591	3 620 968
Brunéi	255 273	95 500
Bulgarie	190	0
Burkina Faso	28 059	0
Chili	753 870	406 066
Chine	149 941	3 935
Chypre	900	0
Corée, République de	4 599 463	6 729 465
Costa Rica	19 961	0

Valeur des exportations (\$CAN)

Destination	1996	1997
Côte-d'Ivoire	200	0
Danemark	18 390 500	9 719 093
Égypte	785 161	1 240 276
Émirats arabes unis	24 504	401 268
Espagne	574 314	344 821
Estonie	5 350	0
Éthiopie	40 786	0
Fidji	4 137	0
Finlande	2 563 600	3 636 141
France	8 291 743	5 469 074
Gabon	534	0
Grèce	879 050	609 652
Groenland	11 779	185 261
Guadeloupe	600	0
Guyane	2 625	250
Hong Kong	73 469	9 061
Hongrie	19 365	1 249
Inde	2 440 177	0
Indonésie	1 658 426	190 840
Irlande	368 668	34 738
Israël	421 997	316 393
Italie	3 906 637	5 616 759
Japon	1 492 849	742 625
Jordanie	1 160 184	129 478
Kenya	82 848	87 224
Koweït	542 325	64 860
Liban	1 177	0
Luxembourg	2 914 000	2 397 819

Valeur des exportations (\$CAN)

Destination	1996	1997
Macao	1 560	0
Madagascar	200	0
Malaisie	18 231 512	2 890 081
Maroc	232 400	427 305
Mexique	304 818	343 512
Namibie	3 248	0
Norvège	12 414 397	6 095 356
Nouvelle-Zélande	149 433	4 680 033
Oman	896 488	100
Pakistan	2 569 082	369 696
Panama	0	6 000
Paraguay	360 678	10 138
Pays-Bas	32 059 984	32 363 121
Pérou	9 979	72 900
Philippines	2 940 826	368 144
Pologne	8 684	990
Portugal	2 443 955	280 716
République centrafricaine	1 805	0
République tchèque	70 905	62 541
Roumanie	2 810	884
Royaume-Uni	44 097 859	30 712 421
Russie	12 490	0
Saint-Vincent-et-Grenadines	850	0
Singapour	1 062 644	2 231 404
Slovaquie	43 445	3 098
Slovénie	3 347	104 245
Sri Lanka	31 500	0
Suède	6 984 531	2 678 626

Valeur des exportations (\$CAN)

Destination	1996	1997
Suisse	840 867	1 059 319
Taïwan	9 631 889	960 718
Tanzanie	4 040	5 962
Thaïlande	4 814 385	14 680 084
Tunisie	0	1 265
Turquie	5 989 711	6 814 848
Ukraine	8 085	0
Venezuela	723 686	4 689 144
Viêt-nam	18 850	491 154
Zambie	3 057	930
Zimbabwe	641 525	319 700
Total	464 776 568	304 267 791

Tableau 3
Exportations de marchandises militaires
par catégorie de composants

Statistiques du 01/01/97 au 31/12/97

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination	Systèmes	Systèmes	Pièce	Observations
No. d'article de la LMEC	d'armes et munitions	de soutien		
AFRIQUE DU SUD				
2001	14 309		1 286	armes à feu et pièces
2002	106 200		1 020	roquettes, lanceurs et pièces
2003	19 494			munitions
2010		370 271		dispositif coupe-câble
2011		13 000		matériel de navigation
ALLEMAGNE				
2001	596 745		750	armes à feu et pièces
2003	365 560		21 774	munitions et pièces
2005			414 692	système de conduite de tir et pièces
2006			78 753	pièces de véhicule à chenilles
2009		350 000		équipement de détection sous-marine
2010		13 657	300 249	équipement relié à l'aviation, pièces d'aéronef
2011			1 461 241	équipements et pièces électroniques
2014			1 116 495	pièces de simulateur
2018			1 000	pièces de moteur

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination No. d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
ANDORRE				
2001	5 434		2 058	armes à feu et pièces
ARABIE SAOUDITE				
2003			699	composants de munitions
2006	57 696 220		4 568 457	VBL et pièces
2010			2 237 170	pièces d'aéronef
2011		17 812 620		radios
2014			159 479	équipement d'instruction, pièces
ARGENTINE				
2001	54 498		468	armes à feu et pièces
AUSTRALIE				
2001	155 959			armes à feu et pièces
2002			5 000	lance-roquettes et composants
2003			22 087	composants de munitions
2005		456 920		panneau d'affichage
2006			4 034 493	VBL, pièces
2009		460 821	1 520 850	pièces de navire et de sonar
2010			4 573 040	moteurs d'aéronefs et pièces
2011		4 322 607	208 119	équipement et pièces pour GASM
2014		612 000	404 519	simulateurs et pièces
2018			176 655	technologie aéronautique
2024			3 823 169	logiciels pour radars

AUTRICHE				
2001	9 843		armes à feu	
BAHREÏN				
2011		1 755	pièces de radar	
BANGLADESH				
2011		616	pièces de sonar	
BELGIQUE				
2001	115 007	55 023	armes à feu et pièces	
2003	2 690 409	14 845	munitions	
2005		145 294	7 600	matériel de conduite de tir
2008			5 600	agent propulsif
2010			3 255 704	pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011			318 398	pièces électroniques
2014			38 117	pièces de simulateur
2017		2 050		scaphandre autonome
BOTSWANA				
2010	34 221 636		aéronefs	
BRÉSIL				
2003	2 094 266		munitions	
2010		1 522 849	pièces d'aéronef et d'hélicoptère	
2011		3 853	pièces de matériel de navigation	
BRUNÉI				
2010	92 500	3 000	pièces d'aéronef	

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination No. d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
CHILI				
2001	31 317			armes à feu
2005		151 000		systèmes de contrôle de tir
2011			223 748	instruments d'aéronef
2013			1	blindage
CHINE, RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE				
2011			3 935	pièces de radar
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE				
2004	321 600			munitions antichar
2005			1 175 992	imagerie thermique et pièces d'ordinateur ballistique
2006			486 730	pièces de char
2009		1 127 000	171 273	système de commande et pièces de navire
2010			171 898	pièces d'aéronef
2011			3 087 471	système d'affichage et pièces de radio et de capteur
2013			44 541	blindage
2015		142 970		récepteurs vidéos
DANEMARK				
2001	33 469		250 424	armes à feu et pièces
2003	6 794 400		34 029	munitions et pièces
2005		70 000		optique
2007			227 900	matériel de protection NBC
2010			1 850 639	pièces d'aéronef
2011		450 000	8 232	sonars et pièces

ÉGYPTE				
2001		61	pièces d'armes à feu	
2003		174 015	munitions et pièces	
2006		31 905	pièces d'équipement de servitude au sol	
2010		1 030 678	pièces d'aéronef	
2011		3 617	pièces électroniques	
ÉMIRATS ARABES UNIS				
2003	2 387		munitions	
2009		361 281	système de commande de navire	
2010		37 600	pièces d'aéronef	
ESPAGNE				
2001	72 617	20 000	armes à feu et pièces	
2010		45 853	196 748	systèmes de navigation et pièces d'aéronef
2011		8 413	1 190	radar et pièces
FINLANDE				
2001	10 642		armes à feu	
2003	162		munitions	
2010		3 467 136	pièces d'aéronef	
2011		158 101	radar - réparations	
2017		100	pièces de scaphandre	
FRANCE				
2001	188 371		armes à feu	
2002		216 720	composants d'obusiers	
2003	1 350	4 853	composants de munitions	
2004	5 000	142 587	lance-roquettes et pièces	
2005		218 005	optique	
2006		175 464	télémetros	

Valeur des exportations (\$CAN)

Destination	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
FRANCE (SUITE)				
2008			70 030	agent propulsif
2009		1 697 250		bouées acoustiques
2010			764 721	pièces d'aéronef
2011		200 000	611 829	pièces électroniques pour navires et aéronefs
2015		322 049	697 678	imageurs thermiques et pièces
2017		153 167		scaphandre autonome
GRÈCE				
2001	10 516			armes à feu
2006			11 947	pièces de véhicules
2008			155 300	agent propulsif
2009			1	données
2010			326 388	pièces d'aéronef
2011			105 498	pièces de sonar et de radio
2018			2	données
GROENLAND				
2001	13 126			armes à feu
2003	33 440			munitions
2011		118 095	20 600	pièces de radar
GUYANE				
2001	250			armes à feu
HONG KONG				
2001	6 225			armes à feu
2003	2 836			munitions

HONGRIE			
2001		1 249	pièces d'armes à feu
INDONÉSIE			
2006		6 332	pièces d'équipement de servitude au sol
2010		182 829	pièces d'aéronef
2011		1 692	pièces de système de navigation
IRLANDE			
2011	24 978	9 760	systèmes radar et pièces
ISRAËL			
2009		302 992	composants d'électronique navale
2010		13 401	pièces d'aéronef
ITALIE			
2001	224 905		armes à feu
2004		63 224	pièces de lance-roquettes
2005		79 712	pièces de conduite de tir navale
2006	250 000	12 144	radar et pièces
2010		2 507 493	pièces d'aéronef
2011	842 349	736 724	équipement radio et pièces
2014	325 000	1 742 557	simulateur et pièces
JAPON			
2009	538 980	5 425	appareil de détection anti-sous-marin
2010	115 686	31 817	équipement et pièces d'aéronef
2011		50 617	matériel de navigation et pièces
2017		100	pièces de scaphandre

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination	Systèmes	Systèmes	Pièce	Observations
No. d'article de la LMEC	d'armes et munitions	de soutien		
JORDANIE				
2001	3 856			armes à feu
2003	600 000			munitions
2010			22 872	pièces d'aéronef
KENYA				
2010			87 224	pièces d'aéronef
KOWEÏT				
2018		64 860		matériel de contrôle
LUXEMBOURG				
2001	13 015			armes à feu
2006			358 623	pièces de véhicules
2010			1 786 346	pièces de VTG
2011		208 630	31 205	antennes
MALAISIE				
2003			800	munitions et pièces
2010			1 809 200	pièces d'hélicoptère
2011			846 466	pièces électroniques
2014			233 613	simulateur et pièces
2018			2	données
MAROC				
2014			427 305	pièces de simulateur
MEXIQUE				
2013		343 512		vêtements de protection

NORVÈGE

2001	93 102	2 100	armes à feu et pièces
2003	190 628	498 000	munitions et composants
2005		53 000	laser
2006		1 641 311	pièces de TTB
2009	888 300		bouées acoustiques
2010		776 823	pièces d'aéronef
2011		160 874	pièces électroniques
2013		13 864	blindage
2017	45 000		scaphandre autonome
2018		1	données

NOUVELLE-ZÉLANDE

2001	15 167		armes à feu
2002		2 436	pièces de lance-roquettes
2003	4 025 685		munitions
2004		2 933	pièces de fusée
2007		5 168	équipement de protection NBC
2010		480 800	pièces d'aéronef
2011	16 559	117 519	radios, composants électroniques
2014		4 100	équipement d'instruction, pièces
2017	4 443		scaphandre autonome

OMAN

2010		100	pièces pour l'aviation
------	--	-----	------------------------

PAKISTAN

2005		357 920	réparations au système de défense des navires
2011	11 776		matériel de faisceau hertzien

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
No. d'article de la LMEC				
PANAMA				
2009			6 000	plaquettes de circuit
PARAGUAY				
2013		10 138		vêtements de protection
PAYS-BAS				
2001	14 781 024		5 457 192	armes à feu et pièces
2004			300 757	pièces de lance-missiles
2005			5 418 919	systèmes de conduite de tir, pièces
2006		27 426		compresseur
2007			82 228	pièces de masque à gaz
2009			4 708	pièces de bouée acoustique
2010			452 802	pièces d'aéronef
2011		1 728 000	1 720 051	pièces de radar
2014			688 605	pièces de simulateur
2017		930 732		scaphandre autonome
PÉROU				
2013		72 900		vêtements de protection
PHILIPPINES				
2001	183 284			armes à feu
2008			184 860	agent propulsif
POLOGNE				
2001	990			armes à feu

PORTUGAL			
2010		14 901	radiophares
2011		257 366	8 449 pièces de sonar et de radio
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE			
2001	19 825		armes à feu
2003	39 500		munitions
2010		3 216	pièces d'aéronef
ROUMANIE			
2001	884		armes à feu
ROYAUME-UNI			
2001	53 868		armes à feu
2002	147 900		lance-roquettes
2003		2 625 178	munitions et composants de gros calibre
2004	102 369	433 816	roquettes et pièces
2005	1 737 931	286 583	optique
2006	10 967 338	165 728	système de conduite de tir
2007		102 669	pièces de masque à gaz
2009	28 864	4 590 299	pièces de bouée acoustique, de sonar et de navire
2010		2 988 922	pièces d'aéronef et d'hélicoptère
2011		3 211 826	radios, équipement radar, pièces
2013	1 234 079		casques de protection
2014		859 738	équipement d'instruction et pièces
2015	1 090 712		composants optiques
2017	29 194	20 566	scaphandre autonome et pièces
2018		22 441	équipement de production
2024		12 400	logiciel de contrôle de tir

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination	Systèmes	Systèmes	Pièce	Observations
No. d'article	d'armes et	de soutien		
de la LMEC	munitions			
SINGAPOUR				
2004	16 000		1 179 486	lance-roquettes et pièces de roquettes
2010		962 124	3 240	équipement relié à l'aviation, pièces d'aéronef
2011		6 240	34 413	matériel radio et pièces
2014			29 901	pièces de simulateur
SLOVAQUIE				
2001			3 098	armes à feu
SLOVÉNIE				
2001	6 245			armes à feu
2007			98 000	pièces de masque à gaz
SUÈDE				
2001	1 986			armes à feu
2007		1 105 045		pièces de masque à gaz
2010			1 260 328	pièces de moteur d'aéronef
2011			269 454	avionique
2015			19	données
2017		41 794		scaphandre autonome
SUISSE				
2001	220 111			armes à feu
2003			450 646	munitions de gros calibre
2006	45 782		291 776	pièces de véhicule
2011		51 000		radio
2018			4	logiciels

TAÏWAN			
2006		8 878	pièces de véhicules
2009	505 269		bouées acoustiques
2010		33 014	pièces d'aéronef
2011	273 043	42 514	matériel radio et pièces de capteur
2015	98 000		système à imagerie thermique
TANZANIE			
2001	362 506		armes à feu
2003	430		munitions
THAÏLANDE			
2001	5 532		armes à feu
2003	291 029	71 990	munitions
2004	1 002 000		roquettes
2005		1 135 000	télémetre
2006		2 107 859	pièces de TTB et de char
2007		88 410	pièces de masque à gaz
2010	8 583 000	9 376 944	pièces d'hélicoptère et d'aéronef
2011	158 968	13 626	matériel radio et pièces
2018		1	données
TUNISIE			
2006		1 265	pièces de véhicule
TURQUIE			
2001	1 679		armes à feu, pièces
2006		83 900	pièces de véhicule
2010		1 954 808	pièces d'aéronef
2011	4 774 416		systèmes de navigation

Valeur des exportations (\$CAN)				
Destination	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
No. d'article de la LMEC				
VENEZUELA				
2010			4 687 659	pièces d'aéronef
2013		1 485		vêtements de protection
VIÊT-NAM				
2013		491 154		casques et armure
ZAMBIE				
2001	930			armes à feu
ZIMBABWE				
2010		319 700		aéronef

ACRONYMES

- ASM anti-sous-marin
- CME contre-mesures électroniques
- NBC nucléaire, biologique, chimique
- TTB transport de troupes blindé
- VBL véhicule blindé léger
- VTG véhicule téléguidé

Tableau 4
Exportations de marchandises militaires
par numéro d'article de la LMEC

Statistiques du 01/01/97 au 31/12/97

Numéro de la LMEC	Valeur totale (\$CAN)	
	1996	1997
2001 (comprend 5500)	34 759 890	23 130 996
2002	56 321	479 276
2003	26 481 103	20 486 408
2004	12 750 150	3 569 772
2005	8 473 920	11 846 168
2006	225 825 902	82 887 305
2007	4 760 898	2 507 514
2008	1 648 190	415 790
2009	18 694 997	12 622 910
2010	73 998 334	84 497 736
2011	27 976 919	43 908 116
2013	2 643 437	2 211 674
2014	20 501 748	6 361 429
2015	667 874	2 351 428
2016	63 541	0
2017	1 732 189	2 919 721
2018	2 500 481	264 966
2024	1 319 400	3 835 569
Total	464 776 568	304 267 791

Annexe 1

Liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDAA

Pays de l'OTAN*

Allemagne

Belgique

Canada

Danemark

Espagne

États-Unis

France

Grèce

Islande

Italie

Luxembourg

Norvège

Pays-Bas

Portugal

Royaume-Uni

Turquie

Pays de la LPDAA **

Allemagne

Arabie saoudite

Australie

Belgique

Danemark

Espagne

États-Unis

France

Italie

Norvège

Pays-Bas

Royaume-Uni

Suède

* Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

** Liste des pays désignés (armes automatiques)

Annexe 2

Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar

Allemagne	Japon
Argentine	Luxembourg
Australie	Norvège
Autriche	Nouvelle-Zélande
Belgique	Pays-Bas
Bulgarie	Pologne
Canada	Portugal
Corée, République de	République tchèque
Danemark	Roumanie
Espagne	Royaume-Uni
États-Unis	Russie
Finlande	Slovaquie
France	Suède
Grèce	Suisse
Hongrie	Turquie
Irlande	Ukraine
Italie	

Annexe 3

Description de la Liste des marchandises d'exportation contrôlées — Groupe 2 (matériel de guerre)

N ^o . D'ARTICLE DE LA LMEC	DESCRIPTION
2001	Armes légères et armes automatiques, comme les pistolets, les revolvers et les fusils, y compris certaines armes servant au tir sportif et de compétition et leurs accessoires
2002	Armements de gros calibre comme les systèmes lance-projectiles et composants
2003	Munitions destinées aux armements visés par les articles 2001 et 2002
2004	Bombes, torpilles, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et composants
2005	Matériels de conduite de tir, détecteurs télémètres et matériels d'alerte et d'avertissement connexes spécialement conçus pour l'usage militaire, et pièces et composants
2006	Véhicules militaires comme les transports de troupes blindés et les camions militaires, composants et matériels connexes
2007	Matériels et composants, comme les masques et les vêtements protecteurs, servant à détecter les matières radioactives et les agents biologiques et chimiques, et à se protéger contre ceux-ci
2008	Explosifs et combustibles y compris les précurseurs spécialement conçus pour l'usage militaire
2009	Navires militaires et pièces et composants spécialement conçus comme les moteurs, systèmes de navigation et équipements sonar
2010	Avions et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs de transport, les moteurs aéronautiques, les parachutes et les pièces et composants connexes
2011	Matériels électroniques pour l'usage militaire comme les matériels de communication et les systèmes radar

N^o. D'ARTICLE DE LA LMEC	DESCRIPTION
2012	Systèmes d'armes à énergie cinétique de grande vitesse et composants connexes
2013	Matériels blindés ou de protection comme les vêtements blindés, les casques militaires, les vêtements anti-bombes et composants associés
2014	Matériels spécialisés pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios militaires, comme les entraîneurs informatisés et les simulateurs de vol et de conduite, et les composants et accessoires
2015	Matériels d'imagerie ou de contremesure, y compris le matériel photographique, les matériels d'imagerie thermique, et des composants spécialement conçus
2016	Pièces de forge, pièces de fonderie et demi-produits spécialement conçus pour les produits visés par les articles 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 et 2010
2017	Autres équipements, bases de données techniques, appareils de plongée, matériels de construction et matériels de génie spécialement conçus pour l'usage militaire, appareils robotisés et composants
2018	Matériels et technologie pour la production de biens du Groupe 2 de la LMEC
2019	Systèmes d'armes à énergie dirigée
2020	Matériels cryogéniques et supraconducteurs et leurs composants et accessoires spécialement conçus
2021	Logiciel spécialement conçu pour des applications militaires (anciennement 2024)
2022	Technologie

Notes

Page	Notes
101	1. Introduction
102	2. Objectifs de la recherche
103	3. Méthodologie
104	4. Résultats
105	5. Discussion
106	6. Conclusion
107	7. Références
108	8. Annexes
109	9. Bibliographie
110	10. Résumé

DOCS

CA1
EA255
A55
1997
Copy 1

Export of Military Goods from Canada

Annual Report 1997



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada

Export of Military Goods from Canada

Annual Report 1997

November 1998

Export Controls Division

Export and Import Controls Bureau

Department of Foreign Affairs and International Trade

Internet: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/menu.htm>

Exports

Table of Contents

Foreword 1

Arms Control and Security Policy Framework

Export Control Policy and Implementation

Military Export Statistics

The 1997 Annual Report

Notes on Methodology 7

Tables and Charts 8

Table 1: Exports of Military Goods by Destination according to Security Groupings and Income

Chart 1: Exports of Military Goods by Destination Categories

Table 2: Exports of Military Goods by Destination

Table 3: Exports of Military Goods by Component Categories

Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Item Number

Annexes 29

Annex 1: List of NATO and AFCCL Countries

Annex 2: List of Wassenaar Arrangement Countries

Annex 3: Description of Export Control List Group 2 (Munitions)

Foreword

Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security is a key Canadian foreign policy objective. Indeed, it constitutes one of the three pillars of the government's comprehensive foreign policy statement of 1995, *Canada in the World*, namely "the protection of our security, within a stable global environment." To that end, Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements, as well as measures to promote transparency and build confidence at the regional and global level.

Canada's policies recognize the right, enshrined in the United Nations Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, however, Canada believes that excessive accumulations of arms can have a destabilizing effect on both the regional security situation and global order.

Canada is actively working to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. This annual report on the export of military goods from Canada has been issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) for each of the past eight years, beginning with the year 1990. We have endeavoured to improve the report throughout; for example, with the 1996 report we enhanced the level of detail and transparency by providing additional information about the types of goods exported. We look to other countries to pursue similar efforts.

An important element in international efforts to promote greater transparency and responsibility among supplying countries with regard to the trade in conventional arms is the Wassenaar Arrangement. Formed in 1996, the Arrangement seeks to ensure regional and international peace and security by preventing destabilizing accumulations of conventional weapons and dual-use equipment. Canada was a founding member of this group, which currently includes 33 countries.

Canada was an advocate of the creation of the United Nations' Register of Conventional Arms in 1991 and was also a founding contributor. We have supported its continued development and expansion through our participation in the work of the Group of Governmental Experts on the United Nations' Register convened by the Secretary-General in 1994 and in 1997. The United Nations' Register records information on imports and exports under seven major categories of conventional weapons systems. In any one year, more than 90 countries make submissions to the Register; of these, about 70 do so consistently. This includes all major arms exporters and most major importers, providing a reasonable representation of most geographical regions. By capturing over 90 percent of the international trade in major conventional weapons, the Register has become an important and authoritative source of information.

In all, 138 states have submitted data for at least one of the UN Register's reporting years. Canada is one of a number of countries that also voluntarily submit data on military holdings and procurement through national production. These data go beyond the minimum currently required by the United Nations. We are working through the Group of Experts to further strengthen the Register by encouraging other countries to join us in submitting such data and to otherwise enhance their submissions through ensuring accuracy and completeness and the provision of any other relevant background information.

In addition to our efforts at the United Nations to improve and expand the Register, Canada has taken a leading role in encouraging dialogue within regional organizations on the data submitted to the Register. Our hope is that these discussions will bring an understanding of the reasons underlying military procurement, build confidence and thus promote restraint in arms spending. We have been successful in this regard in the Organization of American States (OAS) and the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE). Such dialogue could also lead to the development of regionally based registers that respond to the specific concerns and conditions of each region. In addition, in 1996 Canada played an important role in developing a set of United Nations Guidelines on International Arms Transfers and has also agreed to the OSCE's 1993 Principles Governing Conventional Arms Transfers. Canada also welcomes the new European Union Code of Conduct for International Arms Transfers.

The challenge of dealing with conventional weapons includes the problem of particular classes of weapons such as landmines and small arms. On the question of landmines, Canada can look back on the successful conclusion of the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on Their Destruction at the December 2-4, 1997, Ottawa Conference. To date, 133 countries have signed the Convention. As 48 countries have now ratified it, the Convention will become binding international law on March 1, 1999. Canada has also ratified Protocols II and IV of the Convention on Certain Conventional Weapons, which regulates the use of landmines and other inhumane weapons. This instrument will remain an important one, particularly for those countries not yet willing to sign the Ottawa treaty.

Canada, in co-operation with like-minded partners, is looking at ways to address the proliferation of small arms, which can undermine the security and development efforts of many developing countries as well as contribute to human suffering. We recognize that dealing with excessive accumulations of small arms is a complex problem that necessitates a co-ordinated and co-operative approach on multiple tracks and in a number of fora.

Canada has been active in several fora including the United Nations, the OAS and the P-8 (the group of eight countries that participate in the political discussion at the annual economic summit) to promote international initiatives aimed at addressing aspects of

this problem. Canada signed the OAS's Inter-American Convention Against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Ammunition, Explosives and Other Related Materials on November 3, 1997, and is looking at action in other fora such as the UN Crime Commission. In addition to such efforts, which are aimed at controlling the supply of small arms, Canada is supporting practical on-the-ground projects to remove such weapons from regions of conflict, as well as exploring ways to promote effective disarmament, demobilization and reintegration of ex-combatants in post-conflict situations.

Canada has also played an active role in efforts to counter the proliferation of weapons of mass destruction. For example, Canada helped secure the indefinite extension of the Nuclear Non-proliferation Treaty and lobbied other countries to ratify the Comprehensive Test Ban Treaty. Canada ratified the Chemical Weapons Convention in September 1995 and has now established a National Authority within DFAIT to serve as the focal point for liaison with the Convention's international secretariat in The Hague. We are also working to strengthen the compliance provisions of the Biological and Toxin Weapons Convention. As part of Canada's commitment to ensure responsible trade in goods and technology that might be misused to develop weapons of mass destruction, we are long-standing participants in several intergovernmental arrangements intended to co-ordinate and exchange information on exports of related technologies. These include the Australia Group, the Missile Technology Control Regime, the Nuclear Suppliers Group and the Zangger Committee. To signal its concern for the grave implications for global non-proliferation and disarmament — as well as for regional security — posed by the nuclear tests conducted by India and Pakistan in May and June 1998, Canada has taken a number of steps, including a ban on military exports to these countries.

Export Control Policy and Implementation

The control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. Canada uses the definition of a "military good," as it is obliged by international agreement to do, from the International Munitions List, which was developed and is routinely updated by the Wassenaar Arrangement. Canada has adopted this list as its official control list, contained in Canadian law in the Export Control List (ECL) as Group 2 (Munitions). It lists goods that are "specially designed or modified for military use." Primarily civilian goods that may be sold to military end users (such as typewriters or civil-certified aircraft) were not included by Wassenaar (and, by extension, Canada), although strategically important goods with significant potential to enhance military capability are contained in the ECL Group 1 (Dual Use). Permits are required for the export of any military goods meeting the Wassenaar definition (such as a target pistol, a hunting rifle or a ruggedized radio), regardless of whether the foreign consignee is a private, non-military end user or a government and/or military end user.

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries:

- ◆ that pose a threat to Canada and its allies;
- ◆ that are involved in or under imminent threat of hostilities;
- ◆ that are under United Nations Security Council sanctions; or
- ◆ whose governments have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

Permits are required for the export of military goods and technology to all destinations except the United States. The approval of the Minister of Foreign Affairs is required for the export of all controlled goods deemed to have an offensive capability, unless they are destined to a member of the North Atlantic Treaty Organization (NATO) or to one of a small group of specified like-minded countries. The Minister is also consulted about cases involving non-offensive military goods and technology, should concerns exist about any of the above-mentioned criteria. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held among human rights, military and industry experts at DFAIT, the Department of National Defence, Industry Canada and, where appropriate, other government departments and agencies. These consultations involve reviewing the latest information and best policy advice on Canada's defence and industrial relations with the recipient country; regional peace and stability, including civil conflict; and the human rights situation, including trends (i.e. are there signs of improvement or is the situation deteriorating?). Careful attention is also paid to end-use documentation to ensure the goods are indeed going to a legitimate end user and will not be diverted.

Canada imposes strict controls over the export of firearms, particularly automatic or assault weapons which are allowed to be exported only on a government-to-government basis to a small group of 13 countries with which Canada has concluded intergovernmental defence, research, development and production agreements. These countries, which make up the Automatic Firearms Country Control List (AFCCL), are listed in Annex 1.

The vast bulk of firearms export applications do not involve such modern military weapons, but rather firearms that are controlled only because they fall under the Wassenaar definition. Often these weapons will in fact be used for sporting purposes (such as hunting and target shooting) or are World War I or World War II firearms sought by collectors and re-enactors. All require permits, and for most destinations the Minister is consulted. Because many of these Canadian firearms are exported to private end users, we want to satisfy ourselves that they do not slip into the illegal arms trade

or fuel local lawlessness or violence. Information may therefore be sought — from our embassies abroad and from other sources — about the end user as well as about destination countries' firearms control laws and procedures. We want to know not only what protection local laws offer, but also how strict enforcement is, and whether these requirements are open to corruption.

All applicants seeking export permits for firearms are now required to produce an import permit, or some equally valid assurance, that their shipment will be allowed into the destination country. This ensures that firearms do not leave Canada without an assurance that they will be allowed into their country of destination and that the recipient will, indeed, be permitted to take possession of them. It is also in keeping with the spirit of the OAS convention on firearms and explosives.

Military Export Statistics

The statistics on military exports in the following tables are obtained from reports filed by exporters on the actual shipments they have made against each of the permits issued to them under the Export and Import Permits Act (EIPA). These reports list the country of destination and describe the goods and their value. Further information from the original permit application, including the identities of the potential exporter and consignee and details of transactions, is commercially highly sensitive and is provided to DFAIT in confidence. This information is protected to ensure compliance with reporting requirements. Last year, however, the exporting community agreed that the level of detail in this report could be expanded to include the uses and generic types of goods involved. The exporting companies concurred that greater transparency would help eliminate misunderstandings about the nature of these exports.

As noted above, permits are not required for the export of Group 2 items to the United States. This has been a long-standing policy arising from the integration of the North American defence industry during World War II. Statistics on military exports to that country are therefore not readily available and cannot be included in this report.

Certain types of statistics on a wide range of Canadian exports to military users may be available from other sources, such as Statistics Canada or the Canadian Commercial Corporation. These, however, may include non-military goods such as food rations, commercial computers, building materials or other civilian equipment. Since there is no direct correlation between the commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and since each source uses different methods of compilation, no meaningful comparison can be drawn between the data from these sources.

The internationally recognized standard for statistics on worldwide military trade is the above-mentioned United Nations' Register of Conventional Arms. It confines itself to specific categories of weapons systems and does not include parts and components or the wide array of non-lethal support systems such as radar equipment, aircraft simulators

and software designed for military use that make up a large proportion of Canada's military exports. According to the United Nations' Register of Conventional Arms, Canada accounts for less than 1 percent of the world arms market.

The 1997 Annual Report

As noted above, the 1996 Annual Report introduced a new format for Table 3, whereby each ECL category was subdivided into three subcategories: complete weapons systems, firearms and ammunition; support systems; and parts and components. The weapons systems category includes such items as light armoured vehicles (LAVs) or artillery ammunition, as well as firearms; the support systems category embraces a wide variety of non-lethal support equipment such as simulators, sonobuoys, radar sets and radios; and the last category comprises all replacement parts and components for the other two categories. An additional column gives a short summary description of the goods.

Table 1 illustrates the export of military goods by destination, according to the destination country's membership in specific security arrangements. Table 2 illustrates the export of military goods by destination country, with comparative figures for 1996. Table 3 shows the kinds of military goods exported to each country. Table 4 displays the global value exported for each ECL category. NATO and AFCCL countries are listed in Annex 1. Annex 2 lists the present members of the Wassenaar Arrangement. Descriptions of the ECL categories referred to in this report are provided in Annex 3.

The 1997 Annual Report includes the following noteworthy elements. Exports of military goods amounted to some \$304 million in 1997, down significantly from the adjusted figure (due to late reporting) of \$465 million exported in 1996. As in previous years, NATO and AFCCL countries accounted for the major share — this year 71.6 percent — of Canada's exports of military goods. Exports to all other countries comprised 28.4 percent. This is significantly higher than in 1996, but to a great extent reflects one or two large sales.

Canada's total military exports are modest by world standards. But in a sector where individual contracts may be very large, individual transactions may have a disproportionate effect on statistics. Major fluctuations in totals from one year to another frequently reflect the initiation or completion of one or two large contracts. As can be seen from Table 2, sales to Saudi Arabia dropped by \$113 million, sales to Malaysia dropped by \$15 million, and sales to Australia fell by \$11 million. On the other hand, exports to Botswana rose by \$13 million, and exports to Thailand increased by almost \$10 million. Individual sales account for the bulk of these increases and declines. It is therefore important to consider the pattern of trade over a period of years rather than draw conclusions based on a jump or drop from any one year to the next.

Similar fluctuations can be seen over the years with regard to firearms exports. Exports rose sharply in 1995, but have since been declining, falling by one third between 1996

and 1997. This, again, is a reflection of individual contracts. The bulk of sales by value have gone to two NATO partners; indeed, some \$20 million of the reported \$23 million in firearms exports in 1997 went to one destination.

Those wishing to know more about export controls on military and strategic goods can visit our Web site (www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/epd_home.htm).

Notes on Methodology

The statistics in this Eighth Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following should be noted regarding the statistical tables:

1. As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States, which are estimated to account for about one half of Canada's exports of military goods and technology.
2. The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to report on permit utilization on a quarterly basis. The Annual Report is based on that information. Permit holders are now required to report against each individual permit; this allows more precise data capture than in past years.
3. "Military goods" are defined as goods specifically designed or modified for military use and regulated under Group 2 (Munitions) of the Export Control List (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been simplified, using layperson terminology, to provide greater understanding for the reader.
4. Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reported in future editions. For example, the totals for 1996 have been revised to reflect additional information received since publication of the 1996 Annual Report.

Table 1
Exports of Military Goods by Destination
according to Security Groupings and Income

Export Period 01/01/97-31/12/97

Destination*	Value Exported (C\$)	
	1997	%
NATO (except U.S.) **	112 056 719	36.8
AFCCCL (except NATO and U.S.)	105 929 490	34.8
Others	86 281 582	28.4
Total	304 267 791	100.0
High-income Countries *** (per capita GNP over US\$8955)	82 306 562	28.1
Middle-income Countries *** (per capita GNP US\$726-\$8955)	219 441 495	72.1
Low-income Countries *** (per capita GNP below \$US725)	2 519 734	0.8
Total	304 267 791	100.0

* A list of NATO and AFCCCL countries is presented in Annex 1.

** Permits are not required for exports of Group 2 (Munitions) to the United States.

*** Statistics and categories are based on the United Nations Development Program (UNDP) Human Development Report.

Chart 1 Exports of Military Goods by Destination Categories

Export Period 01/01/97 — 31/12/97

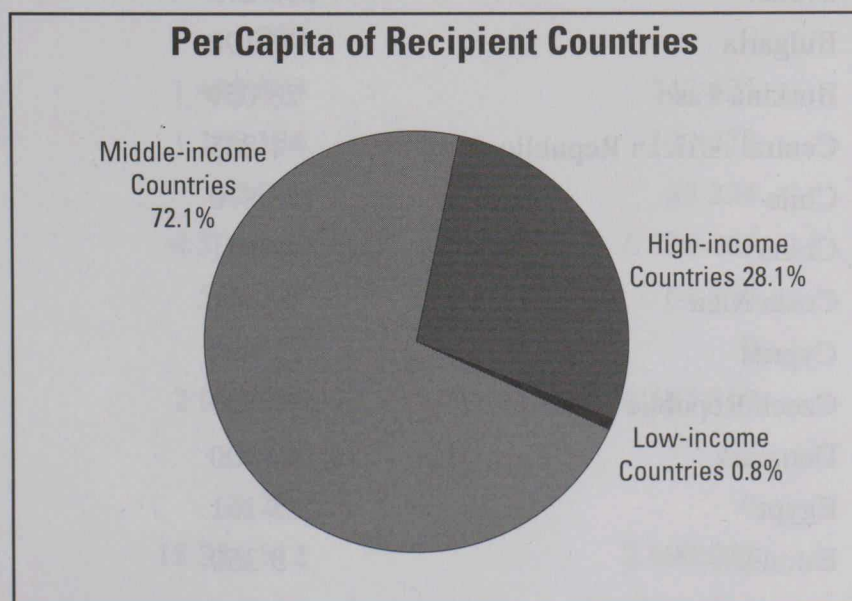
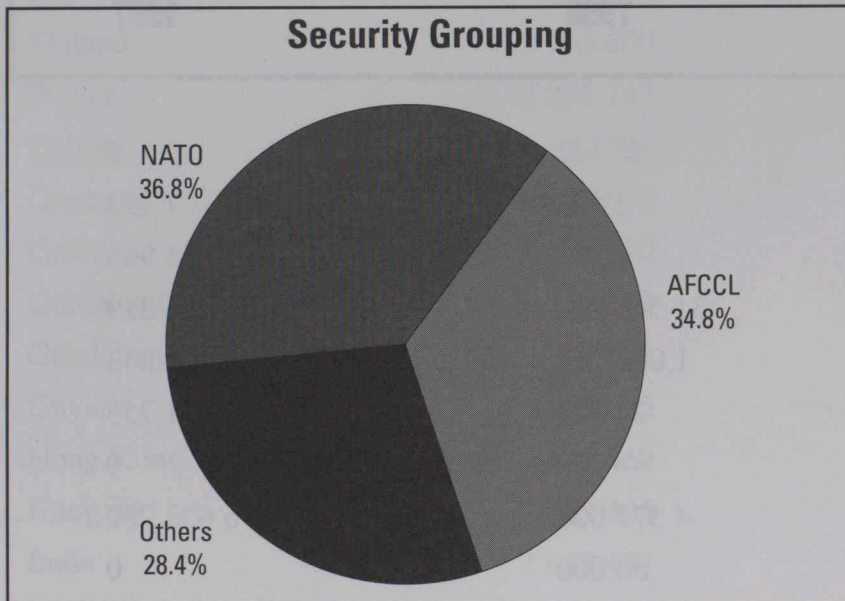


Table 2
Exports of Military Goods by Destination

Export Period 01/01/97-31/12/97

Country	Value Exported (C\$)	
	1996	1997
Algeria	45 442	0
Andorra	2 694	7 492
Argentina	9 598	54 966
Australia	31 545 720	20 776 219
Austria	1 002 768	9 843
Bahrain	25 928	1 755
Barbados	700	0
Belgium	4 377 008	6 663 202
Bermuda	50 000	0
Bolivia	79 908	0
Botswana	20 952 471	34 221 636
Brazil	1 437 591	3 620 968
Brunei	255 273	95 500
Bulgaria	190	0
Burkina Faso	28 059	0
Central African Republic	1 805	0
Chile	753 870	406 066
China	149 941	3 935
Costa Rica	19 961	0
Cyprus	900	0
Czech Republic	70 905	62 541
Denmark	18 390 500	9 719 093
Egypt	785 161	1 240 276
Estonia	5 350	0

Country	Value Exported (C\$)	
	1996	1997
Ethiopia	40 786	0
Fiji	4 137	0
Finland	2 563 600	3 636 141
France	8 291 743	5 469 074
Gabon	534	0
Germany	9 600 675	4 784 586
Greece	879 050	609 652
Greenland	11 779	185 261
Guadeloupe	600	0
Guyana	2 625	250
Hong Kong	73 469	9 061
Hungary	19 365	1 249
India	2 440 177	0
Indonesia	1 658 426	190 840
Ireland	368 668	34 738
Israel	421 997	316 393
Italy	3 906 637	5 616 759
Ivory Coast	200	0
Japan	1 492 849	742 625
Jordan	1 160 184	129 478
Kenya	82 848	87 224
Korea, Republic of	4 599 463	6 729 465
Kuwait	542 325	64 860
Lebanon	1 177	0
Luxembourg	2 914 000	2 397 819
Macau	1 560	0
Madagascar	200	0
Malaysia	18 231 512	2 890 081

Country	Value Exported (C\$)	
	1996	1997
Mexico	304 818	343 512
Morocco	232 400	427 305
Namibia	3 248	0
Netherlands	32 059 984	32 363 121
New Zealand	149 433	4 680 033
Norway	12 414 397	6 095 356
Oman	896 488	100
Pakistan	2 569 082	369 696
Panama	0	6 000
Paraguay	360 678	10 138
Peru	9 979	72 900
Philippines	2 940 826	368 144
Poland	8 684	990
Portugal	2 443 955	280 716
Romania	2 810	884
Russia	12 490	0
St. Vincent	850	0
Saudi Arabia	195 303 965	82 474 645
Singapore	1 062 644	2 231 404
Slovakia	43 445	3 098
Slovenia	3 347	104 245
South Africa, Republic of	180 123	525 580
Spain	574 314	344 821
Sri Lanka	31 500	0
Sweden	6 984 531	2 678 626
Switzerland	840 867	1 059 319
Taiwan	9 631 889	960 718
Tanzania	4 040	5 962

Country	Value Exported (C\$)	
	1996	1997
Thailand	4 814 385	14 680 084
Tunisia	0	1 265
Turkey	5 989 711	6 814 848
Ukraine	8 085	0
United Arab Emirates	24 504	401 268
United Kingdom	44 097 859	30 712 421
Venezuela	723 686	4 689 144
Vietnam	18 850	491 154
Zambia	3 057	930
Zimbabwe	641 525	319 700
Total	464 776 568	304 267 791

Table 3
Exports of Military Goods by Component Categories

Export Period 01/01/97-31/12/97

Destination ECL Number	Value Exported (C\$)			Comments
	Weapons Systems and Munitions	Support Systems	Parts	
ANDORRA				
2001	5 434		2 058	firearms and parts
ARGENTINA				
2001	54 498		468	firearms and parts
AUSTRALIA				
2001	155 959			firearms and parts
2002			5 000	rocket launcher components
2003			22 087	ammunition components
2005		456 920		display panels
2006			4 034 493	APC parts
2009		460 821	1 520 850	ship parts and sonars
2010			4 573 040	aircraft engines and parts
2011		4 322 607	208 119	AS and navigation equipment and parts
2014		612 000	404 519	simulator and parts
2018			176 655	aviation technology
2024			3 823 169	radar software
AUSTRIA				
2001	9 843			firearms
BAHRAIN				
2011			1 755	radar parts

BANGLADESH				
2011			616	sonar parts
BELGIUM				
2001	115 007		55 023	firearms and parts
2003	2 690 409		14 845	ammunition
2005		145 294	7 600	fire control equipment
2008			5 600	propellant
2010			3 255 704	aircraft and helicopter parts
2011			318 398	electronic parts
2014			38 117	simulator parts
2017		2 050		scuba systems
BOTSWANA				
2010	34 221 636			aircraft
BRAZIL				
2003	2 094 266			ammunition
2010			1 522 849	aircraft and helicopter parts
2011			3 853	navigation equipment parts
BRUNEI				
2010		92 500	3 000	aviation parts
CHILE				
2001	31 317			firearms
2005		151 000		fire control system
2011			223 748	aircraft instruments
2013			1	armour plate
CHINA, PEOPLE'S REPUBLIC OF				
2011			3 935	radar parts

Value Exported (C\$)

Destination ECL Number	Weapons Systems and Munitions	Support Systems	Parts	Comments
CZECH REPUBLIC				
2001	19 825			firearms
2003	39 500			ammunition
2010			3 216	aircraft parts
DENMARK				
2001	33 469		250 424	firearms and parts
2003	6 794 400		34 029	ammunition and parts
2005		70 000		optics
2007			227 900	NBC protection equipment
2010			1 850 639	aircraft parts
2011		450 000	8 232	sonars and parts
EGYPT				
2001			61	firearms parts
2003			174 015	ammunition components
2006			31 905	aircraft ground equipment parts
2010			1 030 678	aircraft parts
2011			3 617	electronic parts
FINLAND				
2001	10 642			firearms
2003	162			ammunition
2010			3 467 136	aircraft parts
2011			158 101	radar repairs
2017			100	scuba parts

FRANCE				
2001	188 371		firearms	
2002		216 720	howitzer components	
2003	1 350	4 853	ammunition components	
2004	5 000	142 587	rocket launchers and parts	
2005		218 005	optics	
2006		175 464	range finders	
2008		70 030	propellant	
2009	1 697 250		sonobuoys	
2010		764 721	aircraft parts	
2011		200 000	611 829	ship and aircraft electronic parts
2015		322 049	697 678	thermal imagers and parts
2017		153 167		scuba equipment

GERMANY				
2001	596 745		750	firearms and parts
2003	365 560		21 774	ammunition and parts
2005			414 692	fire control system parts
2006			78 753	tank parts
2009		350 000		underwater surveillance equipment
2010		13 657	300 249	aviation-related equipment, aircraft parts
2011			1 461 241	electronic equipment and parts
2014			1 116 495	simulator parts
2018			1 000	engine parts

Value Exported (C\$)				
Destination ECL Number	Weapons Systems and Munitions	Support Systems	Parts	Comments

GREECE				
2001	10 516			firearms
2006			11 947	vehicle parts
2008			155 300	propellant
2009			1	data
2010			326 388	aircraft parts
2011			105 498	sonar and radio parts
2018			2	data

GREENLAND				
2001	13 126			firearms
2003	33 440			ammunition
2011		118 095	20 600	radar and parts

GUYANA				
2001	250			firearms

HONG KONG				
2001	6 225			firearms
2003	2 836			ammunition

HUNGARY				
2001			1 249	firearms parts

INDONESIA				
2006			6 332	aircraft ground equipment parts
2010			182 829	aircraft parts
2011			1 692	navigation system parts

IRELAND			
2011	24 978	9 760	radar systems and parts
ISRAEL			
2009		302 992	naval electronic components
2010		13 401	aircraft parts
ITALY			
2001	224 905		firearms
2004		63 224	rocket launcher parts
2005		79 712	naval fire control parts
2006	250 000	12 144	radar and parts
2010		2 507 493	aircraft parts
2011	842 349	736 724	radar equipment parts
2014	325 000	1 742 557	simulator and parts
JAPAN			
2009	538 980	5 425	AS detection equipment
2010	115 686	31 817	aircraft equipment and parts
2011		50 617	navigation equipment and parts
2017		100	scuba parts
JORDAN			
2001	3 856		firearms
2003	600 000		ammunition
2010		22 872	aircraft parts
KENYA			
2010		87 224	aircraft parts

Value Exported (C\$)				
Destination ECL Number	Weapons Systems and Munitions	Support Systems	Parts	Comments
KOREA, REPUBLIC OF				
2004	321 600			anti-armour munitions
2005			1 175 992	thermal imaging and ballistic computer parts
2006			486 730	tank parts
2009		1 127 000	171 273	control system and ship parts
2010			171 898	aircraft parts
2011			3 087 471	display system radio and sensor parts
2013			44 541	armour plate
2015		142 970		video receivers
KUWAIT				
2018		64 860		test equipment
LUXEMBOURG				
2001	13 015			firearms
2006			358 623	vehicle parts
2010			1 786 346	RPV parts
2011		208 630	31 205	antenna units
MALAYSIA				
2003			800	ammunition parts
2010			1 809 200	helicopter parts
2011			846 466	electronic parts
2014			233 613	simulator parts
2018			2	data

MEXICO			
2013		343 512	body armour
MOROCCO			
2014		427 305	simulator parts
NETHERLANDS			
2001	14 781 024	5 457 192	firearms and parts
2004		300 757	rocket parts
2005		5 418 919	fire control parts
2006	27 426		compressor
2007		82 228	gas mask parts
2009		4 708	sonobuoy parts
2010		452 802	aircraft parts
2011	1 728 0001	720 051	radar and parts
2014		688 605	simulator parts
2017	930 732		scuba equipment
NEW ZEALAND			
2001	15 167		firearms
2002		2 436	rocket launcher parts
2003	4 025 685		ammunition
2004		2 933	rocket parts
2007		5 168	NBC protection equipment
2010		480 800	aircraft parts
2011	16 559	117 519	radios, electronic components
2014		4 100	training equipment parts
2017	4 443		scuba equipment

Value Exported (C\$)				
Destination ECL Number	Weapons Systems and Munitions	Support Systems	Parts	Comments

NORWAY

2001	93 102		2 100	firearms and parts
2003	190 628		498 000	ammunition and components
2005		53 000		laser
2006			1 641 311	APC parts
2009		888 300		sonobuoys
2010			776 823	aircraft parts
2011			160 874	electronic parts
2013			13 864	armour plate
2017		45 000		scuba equipment
2018			1	data

OMAN

2010			100	aviation-related parts
------	--	--	-----	------------------------

PAKISTAN

2005			357 920	repairs to ship defence system
2011		11 776		radio relay equipment

PANAMA

2009			6 000	circuit boards
------	--	--	-------	----------------

PARAGUAY

2013		10 138		body armour
------	--	--------	--	-------------

PERU

2013		72 900		body armour
------	--	--------	--	-------------

PHILIPPINES				
2001	183 284			firearms
2008		184 860		propellant
POLAND				
2001	990			firearms
PORTUGAL				
2010		14 901		radio beacons
2011		257 366	8 449	sonars, radar parts
ROMANIA				
2001	884			firearms
SAUDI ARABIA				
2003			699	ammunition components
2006	57 696 220		4 568 457	LAVs and parts
2010			2 237 170	aircraft parts
2011		17 812 620		radio equipment
2014			159 479	training equipment parts
SINGAPORE				
2004	16 000		1 179 486	rocket launchers and rocket parts
2010		962 124	3 240	aviation- related equipment, aircraft parts
2011		6 240	34 413	radio equipment and parts
2014			29 901	simulator parts
SLOVAKIA				
2001			3 098	firearms parts
SLOVENIA				
2001	6 245			firearms
2007			98 000	gas mask parts

Value Exported (C\$)				
Destination ECL Number	Weapons Systems and Munitions	Support Systems	Parts	Comments

SOUTH AFRICA

2001	14 309		1 286	firearms and parts
2002	106 200		1 020	rockets, launchers and parts
2003	19 494			ammunition
2010		370 271		wire-strike protection
2011		13 000		navigation equipment

SPAIN

2001	72 617		20 000	firearms and parts
2010		45 853	196 748	navigation system aircraft parts
2011		8 413	1 190	radar and parts

SWEDEN

2001	1 986			firearms
2007		1 105 045		gas mask parts
2010			1 260 328	aircraft engine parts
2011			269 454	avionics
2015			19	data
2017		41 794		scuba equipment

SWITZERLAND

2001	220 111			firearms
2003			450 646	ammunition components
2006		45 782	291 776	vehicle parts
2011		51 000		radios
2018			4	software

TAIWAN			
2006		8 878	vehicle parts
2009	505 269		sonobuoys
2010		33 014	aircraft parts
2011	273 043	42 514	radio equipment, sensor parts
2015	98 000		thermal image scanner

TANZANIA			
2001	5 532		firearms
2003	430		ammunition

THAILAND			
2001	362 506		firearms
2003	291 029	71 990	ammunition
2004	1 002 000		rockets
2005		1 135 000	range-finding equipment
2006		2 107 859	APC and tank parts
2007		88 410	gas mask parts
2010	8 583 000	9 376 944	helicopter and parts, aircraft parts
2011	158 968	13 626	radio equipment and parts
2018		1	data

TUNISIA			
2006		1 265	vehicle parts

TURKEY			
2001	1 679		firearms
2006		83 900	vehicle parts
2010		1 954 808	aircraft parts
2011	4 774 416		navigation systems

Value Exported (C\$)				
Destination ECL Number	Weapons Systems and Munitions	Support Systems	Parts	Comments

UNITED ARAB EMIRATES

2003	2 387			ammunition
2009		361 281		ship control system
2010		37 600		aircraft parts

UNITED KINGDOM

2001	53 868			firearms
2002	147 900			rocket launchers
2003			2 625 178	ammunition components
2004	102 369		433 816	rockets and parts
2005		1 737 931	286 583	optics
2006		10 967 338	165 728	fire control systems and parts
2007			102 669	gas mask parts
2009		28 864	4 590 299	sonobuoys, sonar and ship parts
2010			2 988 922	aircraft and helicopter parts
2011			3 211 826	radios, radar equipment and parts
2013		1 234 079		helmets
2014			859 738	training equipment and parts
2015		1 090 712		optical equipment
2017		29 194	20 566	scubas and parts
2018			22 441	production equipment
2024			12 400	fire control software

VENEZUELA

2010	4 687 659	aircraft parts
2013	1 485	body armour

VIETNAM

2013	491 154	helmets and body armour
------	---------	----------------------------

ZAMBIA

2001	930	firearms
------	-----	----------

ZIMBABWE

2010	319 700	aircraft
------	---------	----------

ABBREVIATIONS

APC	armoured personnel carrier
AS	anti-submarine
ECM	electronic countermeasures
LAV	light armoured vehicle
NBC	nuclear, biological, chemical

Table 4
Exports of Military Goods
by Export Control List Item Number

Export Period 01/01/97-31/12/97

ECL Number	Total Value (C\$)	
	1996	1997
2001 (includes 5500)	34 759 890	23 130 996
2002	56 321	479 276
2003	26 481 103	20 486 408
2004	12 750 150	3 569 772
2005	8 473 920	11 846 168
2006	225 825 902	82 887 305
2007	4 760 898	2 507 514
2008	1 648 190	415 790
2009	18 694 997	12 622 910
2010	73 998 334	84 497 736
2011	27 976 919	43 908 116
2013	2 643 437	2 211 674
2014	20 501 748	6 361 429
2015	667 874	2 351 428
2016	63 541	0
2017	1 732 189	2 919 721
2018	2 500 481	264 966
2024	1 319 400	3 835 569
Total	464 776 568	304 267 791

Annex 1 List of NATO and AFCCL Countries

NATO Countries *

Belgium
Britain
Canada
Denmark
France
Germany
Greece
Iceland
Italy
Luxembourg
Netherlands
Norway
Portugal
Spain
Turkey
United States

AFCCL Countries **

Australia
Belgium
Britain
Denmark
France
Germany
Italy
Netherlands
Norway
Saudi Arabia
Spain
Sweden
United States

* North Atlantic Treaty Organization

** Automatic Firearms Country Control List

Annex 2

List of Wassenaar Arrangement Countries

Argentina	Luxembourg
Australia	Netherlands
Austria	New Zealand
Belgium	Norway
Bulgaria	Poland
Canada	Portugal
Czech Republic	Romania
Denmark	Russia
Finland	Slovakia
France	Spain
Germany	Sweden
Greece	Switzerland
Hungary	Turkey
Ireland	Ukraine
Italy	United Kingdom
Japan	United States
Korea, Republic of	

Annex 3
Description of Export Control List
Group 2 (Munitions)

ECL Item No.	Description
2001	Small arms and automatic weapons such as pistols, revolvers and rifles, including certain firearms for sporting and competition purposes and accessories.
2002	Large-calibre armaments such as projectile launcher systems and components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, rockets, missiles, military pyrotechnics, demolition charges and components.
2005	Fire control radars, range-finding sensors, ballistic computers and related alerting and warning equipment specially designed for military use, and parts and components.
2006	Military vehicles such as armoured personnel carriers and military transport trucks, related equipment and components.
2007	Equipment and components, such as masks and protective clothing, for detection and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels including precursors specially designed for military purposes.
2009	Military vessels and specially designed parts and components such as engines, navigation systems and sonar equipment.
2010	Military aircraft and helicopters, including transport aircraft, aero-engines, parachutes and related parts and components.
2011	Electronic equipment for military use such as communications equipment and radar systems.
2012	High-velocity kinetic energy weapons systems and related components.

ECL**Item No.****Description**

- 2013 Armoured or protective equipment such as body armour, military helmets and bomb disposal suits and associated components.
- 2014 Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios, such as computerized trainers, aircraft and vehicle simulators, components and accessories.
- 2015 Imaging or imaging countermeasure equipment, including photographic, thermal imaging equipment and specially designed components.
- 2016 Forgings, castings and semi-finished products specially designed for the products covered by Items 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 and 2010.
- 2017 Miscellaneous equipment, technical databases, diving apparatus, construction and field engineering equipment specially designed for military use, robotic equipment and components.
- 2018 Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
- 2019 Directed energy weapons systems.
- 2020 Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
- 2021 Software specially designed for military applications (formerly 2024).
- 2022 Technology

Notes

Notes

Item No.	Description
2011	Equipment in protective equipment such as body armour, military helmets, and other protective gear and accessories.
2012	Specialized equipment for military training, including simulators, weapons, and other military-related equipment and vehicle simulators.
2013	Equipment for medical and dental services, including dental chairs, X-ray machines, and other medical equipment and dental chairs.
2014	Equipment for fire and safety, including fire extinguishers, fire hoses, and other fire and safety equipment and fire extinguishers.
2015	Equipment for construction and field engineering, including construction equipment, field engineering equipment, and other construction and field engineering equipment.
2016	Equipment for maintenance and repair, including maintenance equipment, repair equipment, and other maintenance and repair equipment.
2017	Equipment for training and education, including training equipment, education equipment, and other training and education equipment.
2018	Equipment for research and development, including research equipment, development equipment, and other research and development equipment.
2019	Equipment for testing and inspection, including testing equipment, inspection equipment, and other testing and inspection equipment.
2020	Equipment for communication and information, including communication equipment, information equipment, and other communication and information equipment.
2021	Equipment for transportation and logistics, including transportation equipment, logistics equipment, and other transportation and logistics equipment.
2022	Equipment for other purposes, including other equipment, and other other equipment.